



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

Liberté
Égalité
Fraternité

RÉGION DE GENDARMERIE DE AUVERGNE RHÔNE-ALPES

**MARCHÉ PUBLIC D'OPÉRATIONS D'EXÉCUTION DE TRAVAUX D'OUVRAGES SUR BÂTIMENTS EN
RÉHABILITATION/RÉNOVATION**

Annexe au CCAP

MARCHÉ DE TRAVAUX PASSÉ

Dématérialisation des procédures et Signature électronique profil acheteur

Mise à disposition des documents de la consultation

PLATEFORME DE DÉMATÉRIALISATION

Les candidats peuvent retirer le DCE électronique sur le site de référence profil acheteur.
Les documents de la consultation sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques sur un profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

PROFIL ACHETEUR = www.marches-publics.gouv.fr

DCE MIS EN LIGNE ET TÉLÉCHARGEMENT COMPLET SUR <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières .Simplifié C.C.A .P. S.

Modalités de la consultation dématérialisée / signature électronique / Utilisation de la plate forme dématérialisée de la plate forme des achats de l'État **PLACE**

Textes applicables et références réglementaires – GUIDE «TRÈS PRATIQUE» DE LA DÉMATÉRIALISATION DES MARCHES PUBLICS POUR LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

marche-public.fr



- Règlement 910/2014 du Parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques eu sein du marché intérieur
- Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019. Articles R2182-3, R2382-3 et R.3125.5
- Décret n°2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique.
- Arrêté du 22 mars 2019 – Art.1 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.
- Arrêté du 22 mars 2019 – Art.2 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.
- Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.
- Guide DAJ du 28 mai 2020 de la dématérialisation des marchés publics pour les acheteurs et pour les opérateurs

Préambule

La présente consultation est passée en application du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 modifié et des textes principaux cités ci-dessus relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics adaptés.

Dans les pages suivantes, il est fait référence au site www.marches-publics.gouv.fr, site libre d'accès qui permet les échanges de documents dans le cadre de la consultation.

A - Informations générales

Les avis d'appels publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification. Dans le cas où ces avis auraient fait l'objet d'une publication sur le BOAMP et/ou le JOUE, ou autres journaux d'annonces légales, ces derniers font foi ;

Les soumissionnaires s'engagent à ne pas contester l'avis d'appel public à la concurrence (publicité), les documents auxquels il renvoie, ainsi que les éléments constitutifs du dossier de consultation ;

Le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Ces mêmes documents sont disponibles imprimés sur papier et conservés dans les locaux de la Région de Gendarmerie Auvergne Rhône-alpes section marché et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme ;

Le retrait des documents DCE est uniquement électronique, 100 % numérique sur le profil acheteur. Pas d'envoi papier.

Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur le site www.marches-publics.gouv.fr et à la liste des autorités de certification agréées disponibles sur ledit site.

Un guide d'utilisation est également disponible sur la page d'accueil du site à la rubrique « aide ». Ces documents décrivant l'utilisation du site font partie intégrante du présent règlement de consultation.

B - Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) par voie électronique uniquement

Les candidats peuvent retirer le DCE électronique sur le site : www.marches-publics.gouv.fr

Pour télécharger les documents, les soumissionnaires devront renseigner un formulaire d'identification. A cet effet, ils fournissent le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Toute information erronée peut nuire à la transmission des documents. L'exactitude de ces informations est laissée à l'entière responsabilité du demandeur. Les frais d'accès au réseau internet sont à la charge de chaque candidat.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires doivent disposer d'un ou plusieurs des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- fichiers .ZIP ® (.zip) ;
- Adobe ® Acrobat ® (format .PDF ®) ;
- Fichier Rich Text Format (.rtf) ;
- Fichier « Open Document » (OpenOffice.org ou LibreOffice) ;

C - Questions posées sur le DCE

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions à la personne publique. Ils peuvent le faire par la voie électronique via le bouton « Poser une question » du site.

D - Dépôt des candidatures et des offres communication échanges

Les communications et les échanges d'informations effectués en application de la présente consultation sont réalisés par voie électronique, selon des modalités décrites dans le CCAP et sous réserve des exceptions prévues par voie réglementaire.

Le soumissionnaire est invité à :

- utiliser des formats de fichier largement répandus : RTF, doc, xls, pdf, dxf, ppt, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg, jpeg. Leurs noms devront être suffisamment explicites.
- ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe », « com », « bat », « cmd », « vbs » ni les "macros" au sein de tous documents transmis.

Les candidats sont informés que **le temps nécessaire au dépôt des dossiers sur le site peut varier notablement en fonction de l'état du réseau et du volume du fichier concerné. Seule l'heure de fin de transmission du dossier sur la plate-forme étant prise en compte, les candidats sont invités à prendre toute précaution utile en terme de délai pour que leurs dossiers, notamment ceux particulièrement volumineux, soient déposés sur la plate-forme dans les délais.**

L'enveloppe dématérialisée doit contenir les documents relatifs à la candidature et à l'offre du soumissionnaire mentionnés aux prescriptions du CCAP

Une seule offre est recevable. Si le représentant du pouvoir adjudicateur reçoit plusieurs offres avant la date limite de dépôt il ne pourra retenir que la dernière offre reçue. Et il devra rejeter, avant l'ouverture des plis, les offres précédemment déposées par l'opérateur économique sans les ouvrir.

A. SIGNATURE ET CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE

L'arrêté cité-ci-dessous du 12/04/2018 prend en considération la transition entre l'application du référentiel général de sécurité RGS et l'application du règlement eIDAS

Les documents du marché, transmis par voie électronique, sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'**arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique** en vigueur, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire ;
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

A. <http://references.modernisation.gouv.fr>

B. http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

C. <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS2).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire :

Le signataire transmet les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...);
- Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé);
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

B. OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État : PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE,

il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

NOTA IMPORTANT :

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

F. Virus

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus.

En cas de détection de virus, le fichier concerné fera l'objet d'un archivage de sécurité sans faire l'objet de lecture et **sera réputé n'avoir jamais été reçu**. Le candidat concerné en sera informé.

G. Copie de sauvegarde (Décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique)

Le candidat qui transmet son dossier sous forme dématérialisée peut adresser également au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde présentée sur support papier et envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

- ~ « Copie de sauvegarde » ;
- ~ Intitulé de la consultation ;
- ~ Nom ou dénomination du candidat.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être adressée à l'adresse suivante :

Région de gendarmerie Auvergne Rhône-Alpes

État major DAO/BBA/Section administration

Bât 601 2ème étage – Bureau 203

36 BD. De l'Ouest 69580 Sathonay-Camp.

NE PAS OUVRIR

– Consultation n°XXX/RGARA/DAO/SF/BBA/RPA BIL XX-XX

Objet du marché

COPIE DE SAUVEGARDE

Société

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait dans le respect des mêmes dispositions que celles prévues dans le cadre de la remise d'un dossier « papier »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics :

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle.

Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

Si une candidature transmise par voie électronique est rejetée, en application de l'article 55 du décret n°2016-360, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, sans avoir été lue. Le candidat en est informé. Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.